

PRESS/TE 015
18 novembre 1996

**LE COMITE DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OMC
ACHEVE SES TRAVAUX ET ADOPTE SON RAPPORT A LA
CONFERENCE MINISTERIELLE DE SINGAPOUR**

Le Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC (CCE) s'est réuni du 11 au 13 septembre pour achever l'examen des propositions présentées par les délégations sur les points de son programme de travail et commencer à mettre au point son rapport à la première Conférence ministérielle biennale de l'OMC qui doit siéger à Singapour du 9 au 13 décembre. Le CCE s'est de nouveau réuni le 30 octobre pour travailler à la rédaction du rapport; il a achevé ses travaux le 8 novembre en adoptant le rapport qui sera présenté aux Ministres à Singapour par l'intermédiaire du Conseil général de l'OMC. Ce rapport est publié séparément dans un autre communiqué sur le commerce et l'environnement (TE 014) qui contient un résumé des débats des réunions de septembre et d'octobre/novembre du CCE.

Points 1 et 5 Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux; rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux

Les Etats-Unis ont présenté un nouveau document contenant une proposition de cadre en 15 points pour régir les rapports entre les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et l'OMC. Ils ont fait observer que plusieurs autres délégations avaient proposé des approches substantiellement différentes et que des points de vue divergents avaient été énergiquement exprimés au sujet de chacune de ces approches. Dans leur cadre, les Etats-Unis cherchaient à signaler un certain nombre de thèmes communs qui pourraient utilement figurer dans le rapport du CCE et recevoir l'aval des Ministres.

Les Communautés européennes, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Suisse et la Corée, ayant rappelé leurs propres propositions sur ce point (voir les communiqués précédents), ont indiqué qu'il serait possible de trouver un terrain d'entente pour le rapport du CCE, bien que les délégations ne se soient toujours pas mises d'accord sur la nécessité de modifier les dispositions de l'OMC. Le Japon, la Corée et la Nouvelle-Zélande ont suggéré que le CCE pourrait continuer à travailler sur ce point

de son programme après Singapour en adaptant une approche différenciée: les mesures commerciales prises en application des AEM seraient traitées différemment selon qu'elles s'appliquent entre parties ou à des non-parties, et les mesures explicitement prescrites par un AEM différemment de celles qui ne le sont pas. Le Japon, la Corée et la Suisse ont souligné l'importance qu'ils attachaient au renforcement de la coopération institutionnelle entre l'OMC et les AEM.

Point 2 Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral

Les Etats-Unis ont présenté une nouvelle note sur l'importance de l'évaluation environnementale des accords commerciaux et ont proposé que la Conférence ministérielle de l'OMC approuve cette approche comme l'avaient fait la Commission du développement durable de l'ONU et d'autres organisations. La Norvège a souscrit à la proposition des Etats-Unis dans le contexte de la poursuite de la libéralisation des échanges. Certaines autres délégations ont émis l'opinion que l'OMC n'avait pas compétence pour s'occuper des évaluations environnementales et ont estimé qu'il ne serait pas approprié que les Ministres émettent un message dans ce sens.

Point 3 b) Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les prescriptions établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage

Les Etats-Unis ont présenté un projet de décision sur la transparence de l'éco-étiquetage, reprenant et élaborant leur proposition antérieure. De l'avis des Etats-Unis, l'Accord sur les OTC s'appliquait aux programmes d'éco-étiquetage. Toutefois, étant donné les divergences de vues entre les Membres de l'OMC au sujet de l'applicabilité de l'Accord OTC aux critères d'éco-étiquetage fondés sur des procédés et méthodes de production (PMP) ne se rapportant pas aux produits, les Etats-Unis ont suggéré que le CCE s'occupe essentiellement de faire en sorte que les Etats Membres assurent la pleine transparence de la conception et de l'application de leurs programmes d'éco-étiquetage.

De l'avis des Communautés européennes, il ne serait pas approprié de s'occuper de la question de la transparence sans avoir préalablement précisé le statut des méthodes fondées sur l'analyse du cycle de vie dans les systèmes facultatifs d'éco-étiquetage.

Selon le Canada, le renforcement de la transparence proposé par les Etats-Unis pouvait compléter les disciplines fondamentales de l'Accord OTC, mais n'était pas viable en tant que mesure autonome. Le Canada a rappelé sa propre proposition d'adopter une approche échelonnée de l'éco-étiquetage, consistant à s'entendre tout d'abord sur les prescriptions de notification et à renvoyer à l'après Singapour les questions relatives à l'analyse du cycle de vie et aux PMP ne se rapportant pas aux produits. De l'avis du Canada, il n'était pas évident qu'en l'état actuel des choses l'Accord OTC s'applique aux critères d'éco-étiquetage fondés sur des PMP ne se rapportant pas aux produits. Le Canada comprenait que l'idée d'assouplir la notion traditionnelle de "produits similaires" dans le cadre des disciplines du GATT et de l'OMC inquiétait beaucoup de délégations, de même que le précédent que risquait d'établir toute décision concernant les méthodes fondées sur l'analyse du cycle de vie dans les programmes d'éco-étiquetage. L'établissement de l'"équivalence" entre des normes différentes pourrait préparer le terrain à une solution. Toutefois, le Canada a rappelé qu'il avait proposé à ce sujet que les programmes d'éco-étiquetage soient conformes à des directives multilatérales et que le CCE examine après Singapour l'impact que pourraient avoir de telles directives (par exemple dans le contexte des normes 14000 de l'ISO). En attendant, il faudrait assurer la transparence et la possibilité de participer

à la sélection des groupes de produits et à la définition des critères relatifs aux produits, ce qui était l'objectif du Code de pratique de l'Accord OTC, afin de contribuer à apaiser les préoccupations au sujet des incidences commerciales.

Point 4 Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et restrictions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce

La Norvège a dit qu'il devrait être possible de présenter aux Ministres des recommandations à l'effet que i) les éventuels nouveaux mécanismes destinés à assurer la transparence devraient être liés aux disciplines existantes; ii) il faudrait éviter toute prescription de notification risquant de faire double emploi avec d'autres dispositions de l'OMC ou d'autres instances; iii) il faudrait demander aux instances compétentes de l'OMC de veiller à ce que les obligations de notification des mesures environnementales liées au commerce soient mieux respectées; iv) il faudrait demander au Secrétariat d'établir un inventaire à jour des notifications existantes à l'usage des Membres; v) il faudrait que les mesures prises conformément à l'article XX soient notifiées.

Le Centre du commerce international a été invité à présenter sa proposition de créer une base de données sur les mesures environnementales touchant au commerce.

Point 6 Effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges

Le Japon et la Corée ont dit que les débats au sujet de ce point du programme de travail devraient être larges, objectifs et ne pas se limiter au secteur agricole. Il serait simpliste de considérer que la suppression des mesures faussant les échanges n'aura que des effets positifs sur l'environnement. De tels effets ne se produiraient pas automatiquement, en l'absence de bonnes politiques de l'environnement, et l'effet de la libéralisation des échanges sur l'environnement pourrait être différent selon les secteurs et les pays. En l'absence de bonnes politiques de l'environnement, la libéralisation des échanges pourrait exacerber les problèmes de protection de l'environnement.

L'Argentine a indiqué qu'il était intrinsèquement contradictoire d'affirmer à la fois que le libre-échange et la protection de l'environnement sont complémentaires et que les distorsions des échanges n'ont pas d'effet négatif sur l'environnement. Elle était prête à examiner d'autres secteurs que l'agriculture au titre de ce point du programme de travail.

L'Australie est convenue que le débat sur les rapports entre la libéralisation des échanges et la protection de l'environnement devrait être large et a précisé que sa communication antérieure citait l'agriculture à titre d'exemple mais que le rapport du CCE devrait prévoir d'inclure d'autres secteurs dans le programme de travail futur. Les rapports entre la suppression des distorsions des échanges et l'environnement sont complexes et il est essentiel que des mesures adéquates de protection de l'environnement soient en place pour que les effets bénéfiques de la libéralisation des échanges sur l'environnement se matérialisent. Le rapport devrait rejeter fermement l'idée qu'il y aurait un conflit entre la libéralisation des échanges et la protection de l'environnement.

La Nouvelle-Zélande a dit que, étant donné que la libéralisation des échanges ne se traduirait pas toujours par des améliorations environnementales, cette question appelait un complément d'analyse.

La Norvège a cité l'énergie en tant qu'exemple d'un secteur dans lequel la libéralisation des échanges pourrait produire à la fois des avantages environnementaux et des avantages économiques. Le CCE devrait chercher à déterminer s'il existe d'autres secteurs dans lesquels on pourrait de même gagner sur les deux tableaux. Il faudrait en particulier se pencher sur le cas de l'agriculture. L'Accord sur l'agriculture a lancé une importante réforme de l'agriculture et tous ses effets ne sont pas encore visibles. Avant de pouvoir tirer des conclusions sur la nature de la poursuite du processus de libéralisation, il faudrait acquérir davantage d'expérience du processus de réforme de l'agriculture. La Norvège souhaite que les travaux se poursuivent de façon équilibrée et que l'on recense et analyse les problèmes non commerciaux du secteur agricole, notamment la préservation des terres agricoles, du paysage et des processus écologiques, la protection de la diversité biologique et l'utilisation durable des ressources.

Les Etats-Unis ont rappelé qu'ils avaient indiqué dans leur communication antérieure que, d'une façon générale, la libéralisation des échanges contribuait à la protection de l'environnement du fait qu'elle créait des richesses et qu'elle corrigeait les distorsions des échanges qui font obstacle à l'internalisation des coûts. La complexité des relations dans ce domaine est reconnue dans la proposition des Etats-Unis tendant à ce que l'on procède à des évaluations environnementales, lesquelles constitueraient un instrument utile pour les pays. Les Etats-Unis n'ont pas proposé que l'on examine un secteur particulier; toutefois, ils estiment que le débat ne devrait pas se limiter à envisager des principes généraux mais devrait porter sur des secteurs particuliers dans lesquels des réformes intéressant les échanges seraient susceptibles de se traduire par des améliorations dans le domaine de l'environnement. Si l'on a cité spécifiquement l'agriculture, c'est parce qu'il existe davantage d'analyses consacrées à ce secteur.

Point 8 Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et environnement

L'Australie a présenté une note recensant les points examinés au titre de ce point du programme de travail, à savoir: la création d'écotechnologies, l'accès à ces technologies et leur transfert; les mesures d'incitation à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques et le partage équitable des bénéfices découlant de leur utilisation, notamment en ce qui concerne les connaissances, les innovations et les pratiques des communautés autochtones et locales incarnant des modes de vie traditionnels et le traitement des technologies susceptibles d'avoir des effets indésirables sur l'environnement.

Plusieurs délégations ont échangé des vues sur les questions soulevées par les notes présentées précédemment par l'Inde au sujet de ce point du programme de travail.

Point 10 Arrangements appropriés concernant les relations avec les organisations non gouvernementales visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC

A la suite de la décision prise par le Conseil général le 18 juillet 1996 au sujet des "Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales", le CCE a décidé d'accorder à titre permanent le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales auxquelles il avait précédemment accordé ce statut sur une base *ad hoc*. Le représentant des Etats-Unis s'est félicité de la décision prise par le Conseil général au sujet des "Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales" en vue de renforcer les interactions entre l'OMC et les ONG, particulièrement dans le domaine de l'environnement. Le Président a rappelé que le Secrétariat organiserait les 26 et 27 septembre et le 3 octobre deux sessions informelles d'information à l'intention des ONG s'occupant des questions de commerce et d'environnement.

A SUIVRE

Rapport du Comité du commerce et de l'environnement à la Conférence ministérielle de l'OMC

A partir du 30 octobre, le CCE a siégé presque constamment en séance informelle pour rédiger son rapport à la Conférence ministérielle de Singapour. Le 8 novembre, il a tenu une séance formelle pour adopter ce rapport. De nombreuses délégations ont fait des déclarations à la suite de l'adoption du rapport; les unes étaient déçues qu'il n'ait pas été possible d'obtenir un résultat plus ambitieux, tandis que d'autres se félicitaient des progrès réalisés par le CCE au cours de ses deux premières années d'activité. Toutes se sont félicitées de la recommandation contenue dans le rapport tendant à ce que le CCE poursuive ses travaux après Singapour, en conservant le mandat qui lui a été donné par les Ministres à Marrakech en 1994.

FIN